

## ***Le capitalisme a pour seul horizon la guerre : il est urgent de le renverser***

**Alors que des cessez-le-feu auxquels personne ne croit se succèdent, le détroit d'Ormuz est toujours bloqué ; après le génocide à Gaza, l'armée israélienne occupe le sud du Liban et y a fait en six mois plus de 700 morts et 2 000 blessés. Un état de guerre permanent s'installe dans de nombreuses régions du monde en particulier au Moyen-Orient, enfonçant toujours plus de peuples dans le chaos.**

### **Pendant ce temps, les capitalistes profitent de la guerre**

Au mois de mars, TotalEnergies a acheté tous les chargements disponibles de pétrole brut produit par les Émirats arabes unis et Oman. Bilan de cette opération spéculative : plus d'un milliard de dollars de profits. La hausse des prix du pétrole annonce les plus grands profits pour les multinationales de l'or noir. Aux États-Unis, les proches de Trump investissent dans la production de drones. Et partout dans le monde, les industriels de l'armement se frottent les mains devant leurs carnets de commandes bien pleins. En France, Safran se félicite de son chiffre d'affaires en hausse, plus de 31 milliards d'euros, Dassault de la commande de 100 de ses Rafale par l'Ukraine.

### **Pour les peuples et les travailleurs : des bombes et la misère**

Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international, « *près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles* ». Avec la rupture des chaînes d'approvisionnement de l'énergie, les cours flambent et certains pays rationnent l'électricité. Alors que l'approvisionnement en engrais est touché, la crise alimentaire menace de nombreuses régions du monde avec une hausse des prix de l'alimentation. Les pays les plus riches ne sont pas épargnés : aux États-Unis, en mars, l'inflation a atteint 3,3 % sur un an.

Sur la période 2020-2024, la moitié des pays dans le monde a augmenté son budget militaire. Conséquences : des profits record pour les marchands de canons, mais des coupes dans les budgets sociaux et des attaques contre les classes populaires.

### **Ils ont des milliards, nous sommes des millions !**

Tant que nous restons l'arme au pied, la classe capitaliste en profite pour nous imposer ses priorités :

ses propres profits, qui passent par mettre la planète à feu et à sang, réduire toujours plus les salaires de celles et ceux qu'elle exploite et dégrader leurs conditions de travail et de vie. Ou licencier massivement, comme Stellantis qui vient d'annoncer la fermeture de l'usine de Poissy en région parisienne. Mais tous ensemble, nous avons la force de nous faire craindre. Par des grèves, comme il y en a eu pour réagir contre les augmentations dérisoires annoncées suite aux négociations annuelles obligatoires (NAO). Par des manifestations, dont la portée peut être internationale. Aux États-Unis, les manifestations « No Kings » contre Trump ont réuni plus de 8 millions de personnes. En Israël, les manifestations montrent que l'opposition à la guerre sans fin menée par le gouvernement de Netanyahu existe parmi la population.

Dans la situation ouverte par la guerre impérialiste au Moyen-Orient, prendre des initiatives est essentiel. C'est pourquoi, le rassemblement du 17 avril dernier à Paris appelé par le Parti des travailleurs, le NPA-Révolutionnaires et l'UCL et auquel se sont joints Lutte ouvrière et Révolution permanente, aussi modeste soit-il, est un premier pas. Avec 500 personnes rassemblées pour dénoncer la guerre et notre propre impérialisme, et une prochaine réunion prévue cette semaine, ce cadre unitaire est peut-être la possibilité d'initiatives de plus grande ampleur pour les semaines qui viennent.

Et déjà, le 1<sup>er</sup> mai. Lors de la journée internationale de lutte du mouvement ouvrier, que le gouvernement Macron prétendait encore une fois attaquer, soyons nombreux dans la rue pour dénoncer les guerres impérialistes dont notre gouvernement est complice, et leurs conséquences pour les peuples à travers le monde.

## **Comité antisocial d'établissement**

Au dernier CSE, la direction a soumis le nouvel accord GTT aux syndicats. Elle a choisi de s'attaquer, pour le moment, au personnel non-soignant en leur sucrant six minutes par jour et en supprimant trois RTT. De toute façon, les CSE sont des instances consultatives et, quoi qu'en disent les syndicats, c'est la direction qui décide. Cette parodie de démocratie nous donne un avant-goût du « dialogue social » en milieu hospitalier.

## **Des larmes de crocodile**

Sur l'intranet, une note de la direction est apparue sur la gestion du temps de travail. Elle s'indigne que les syndicats du site Jean-Minjoz aient refusé de signer l'accord proposé. En conséquence, la direction pleure que sans l'accord des syndicats, elle ne pourra pas mettre en place les contreparties qu'elle avait proposées, alors qu'elle nous sucre quand même six minutes. Décidément, la direction regorge d'excellents acteurs.

## **Des calculs de magouilleurs**

L'accord de GTT a pourtant été signé par les sites de Bellevaux, Weinman et des Tilleroyes. En effet, les conditions de travail avant la fusion y étaient moins bonnes, donc l'accord permet à ces équipes de gagner des RTT. Mais il ne faut pas se leurrer sur la volonté de la direction, celle-ci a préféré uniformiser les conditions de travail à la baisse. Elle casse les conditions de travail dans l'intra-hospitalier et propose quelques maigres compensations aux sites extra-hospitaliers. Dommage que les directeurs, en mal d'uniformisation, n'aient pas pensé à proposer d'aligner nos salaires sur les leurs. On n'aurait pas dit non !

## **Tous à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai**

Le Premier mai est une journée de lutte internationale de lutte des travailleurs contre l'exploitation et pour la construction d'une société débarrassée du capitalisme. Soyons nombreux à la manifestation.

**À Besançon, 10 heures esplanade des Droits de l'homme (cour de la mairie)**

## **Une interprétation douteuse de la loi**

Lorsqu'il s'agit de dégrader nos conditions de travail, la direction et l'encadrement n'hésitent pas à dire qu'ils ne font qu'appliquer la loi. Pourtant beaucoup de choses fonctionnent de manière illégale dans l'hôpital. Les repos isolés doivent faire minimum 36 heures, les bascules sont interdites et on ne peut

pas obliger un salarié à travailler sur repos. La direction et l'encadrement comprennent ce qu'ils veulent bien dans la législation.

## **Il faut des augmentations de salaire**

L'essence n'en finit pas d'augmenter. Ces dernières années, tous les produits de premières nécessités ont augmenté : le gaz, l'alimentation, etc. Notre niveau de vie diminue d'année en année. L'État passe des milliards dans l'industrie de l'armement et nous fait les poches. Il faut un mouvement d'ensemble sur les salaires.

## **On ne demande pas à un bouc de faire du lait !**

La CGT et FO demandent aux salariés de faire pression sur les députés pour interdire le travail le 1<sup>er</sup> mai. Outre que l'Assemblée est majoritairement à droite et extrême droite, la gauche, elle, n'a jamais défendu les intérêts des salariés : blocage des salaires, loi travail, augmentation des années de cotisation pour la retraite... Notre seule force c'est notre capacité à nous mobiliser.

## **Le gouvernement continue son cinéma**

Le gouvernement a fait savoir qu'il « réfléchissait » à un mécanisme pour encadrer les prix à la pompe. Ce mécanisme prévoit un déclenchement quand le litre d'essence ou de gazole dépasse 1,71 euro, sans pour autant établir un prix maximal pour les automobilistes. Une telle mesure, même si elle est adoptée, ferait au mieux baisser les prix à la pompe de quelques centimes. Car ceux qui s'en mettent plein les poches, ce sont moins les distributeurs qui gèrent les stations services que les raffineurs et les grandes compagnies pétrolières. Mais là pas question de toucher à leurs faramineux profits.

## **À la bonne santé des patrons !**

Le 8 avril, le patronat avait mis les petits plats dans les grands pour inviter Marine Le Pen chez Drouant, une grande table parisienne. Se trouvaient autour de la table, l'homme le plus riche de France, Bernard Arnault, PDG de LVMH, son homologue de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, celui de Capgemini, Paul Hermelin, un fils Bolloré et tout le gratin du CAC40. Le principal syndicat patronal remet le couvert. Patrick Martin, le patron des patrons, a invité pour le 20 avril Jordan Bardella à déjeuner au siège du Medef. Les dirigeants du Rassemblement national ripaillent avec les grands patrons et trinquent à leur santé : tout un symbole des liens qui unissent les uns et les autres.